

Convention de financement et d'entretien, au titre du Fonds Départemental de Financement et d'Entretien (FDIS), relative à la création d'une passerelle modes doux de franchissement de l'Aire dans le cadre de l'aménagement de la ViaRhôna

Le Président de la Communauté de Communes du Genevois,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-10 ;

Vu la délibération n° 20211213_cc_adm114 du Conseil communautaire du 13 décembre 2021 portant approbation du Projet de territoire 2020-2026, et notamment la fiche action n° 5 : développement d'une offre de mobilité alternative à la voiture répondant aux enjeux sociaux et environnementaux ;

Vu la délibération n° c_20241014_adm_90 du Conseil communautaire du 14 octobre 2024 portant élection du Président de la Communauté de Communes du Genevois ;

Vu la délibération n° c_20250317_adm_020 du Conseil communautaire du 17 mars 2025 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Genevois, et notamment la compétence en matière de mobilité et de modes doux ;

Vu la délibération n° c_20250526_adm_060 du Conseil communautaire du 26 mai 2025 portant délégations de pouvoir du Conseil communautaire au Président et au Bureau communautaire, et notamment solliciter toute aide financière auprès d'organismes publics ou privés pour des projets approuvés, et approuver les plans de financement correspondants (crédits prévus au budget), accepter et signer tous les documents afférents ;

Vu la convention de financement annexée à la présente décision ;

Considérant :

- Que le Projet de territoire 2020-2026 de la Communauté de Communes du Genevois réaffirme son ambition de développer une offre de mobilité alternative à la voiture particulière afin de répondre aux enjeux sociaux, environnementaux et à l'attractivité du territoire ;
- Que la réalisation d'itinéraires cyclables sécurisés, en répondant à la fois aux déplacements utilitaires du quotidien et de loisirs, s'inscrit dans cet objectif en lien avec le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) ;
- Qu'une étude de faisabilité « ViaRhôna et axes cyclables structurants », livrée en 2018, a montré le fort potentiel d'accroissement de la pratique du vélo sur le territoire de la Communauté de Communes ;
- Qu'après une phase d'études et de consolidation du tracé, les premiers travaux d'aménagement de la ViaRhôna, initiés en 2023, se sont poursuivis en 2024-2025 et en particulier sur la route des Vignes à Saint-Julien-en-Genevois ;
- Que la ViaRhôna est inscrite dans le Plan départemental « Haute-Savoie Vélo Voies Vertes » et qu'elle est, à ce titre, éligible à un co-financement du Département ;
- Que le coût prévisionnel du projet est estimé à 584 420 € H.T. et la contribution du Département, de la Haute-Savoie, au titre du Fonds Départemental de Financement et d'Entretien (FDIS), s'élève à 400 000 € H.T. ;

DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention de financement et d'entretien, au titre du Fonds Départemental de Financement et d'Entretien (FDIS), relative à la création d'une passerelle modes doux de franchissement de l'Aire dans le cadre de l'aménagement de la ViaRhôna, annexée à la présente décision.

Article 2 : de prévoir l'inscription des recettes au budget principal – exercice 2026 – chapitre 23 - immobilisations en cours.

Article 3 : de signer ladite convention et toutes pièces annexes.

Article 4 : d'accomplir toutes les démarches et **de signer** tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Archamps, le 08 janvier 2026

Le Président, Florent BENOIT



Le Président certifie le caractère
exécutoire de cette décision :

- Télétransmise en Préfecture le 13/01/2026
- Publiée le 13/01/2026

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.

Véloroute ViaRhôna

CONVENTION DE FINANCEMENT ET D'ENTRETIEN Fonds Départemental d'Interventions Structurantes (FDIS)

Relative à la création d'une passerelle modes doux de franchissement de l'Aire dans le cadre de l'aménagement de la ViaRhôna

Commune de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS

ENTRE

La **Communauté de Communes du Genevois**, représentée par son Président, Monsieur **Florent BENOIT**, en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n°..... en date du et désignée dans ce qui suit par « La Communauté de Communes du Genevois »

D'UNE PART,

ET

Le **Département de la Haute-Savoie** représenté par son Président, Monsieur **Martial SADDIER**, en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° CD-2025-0424 en date du 23 juin 2025 et désigné dans ce qui suit par « Le Département »

D'AUTRE PART.

Préambule

Dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire, le Département de la Haute-Savoie s'est fixé un objectif « **le développement de la pratique des deux roues** » et a arrêté **un programme d'actions**.

Par délibérations n°CD-2017-037 du 15 mai 2017, n°CD-2018-107 du 11 décembre 2018 et n°CD-2023-0058 du 26 juin 2023, le Département a approuvé les dispositions d'aides aux aménagements cyclables du plan départemental « Haute-Savoie Vélo Voies Vertes », aux aménagements cyclables aux abords des collèges et aux projets locaux de circulation active.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 3 – MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'OPERATION

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération est assurée par la Communauté de Communes du Genevois, qui en assume la pleine responsabilité, en sa qualité d'aménageur.

ARTICLE 4 – ACQUISITIONS FONCIERES

Les acquisitions foncières éventuelles nécessaires à la réalisation du projet, seront effectuées par la Communauté de Communes du Genevois.

La Communauté de Communes du Genevois procèdera aux formalités nécessaires avec les Services du cadastre compétent dans le cadre de l'incorporation des emprises affectées au domaine public artificiel.

ARTICLE 5 – REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION

La participation financière du Département au titre du Fonds Départemental d'Interventions Structurantes (FDIS) a été établie comme suit :

- **Ouvrages (financement spécifique dans la limite d'un montant de travaux plafonné à 500 000 € HT par ouvrage)**
 - ✓ 80 % de la dépense HTDépartement
 - ✓ 20 % de la dépense HTCCG
 - ✓ TVACCG

ARTICLE 6 – COÛT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet s'élève à 584 420 € HT.

Sur la base de la répartition financière établie à l'article ci-dessus, la participation du Département est estimée à 400 000 €.

Il est précisé que la participation réelle et définitive du Département ne pourra excéder 400 000 € et sera établie d'après les quantités réellement constatées dans le décompte final de l'opération réglé par la Communauté de Communes du Genevois et, après déduction des aides extérieures (Région, Etat, Fonds Vert...).

Si les dépenses imputées à l'opération sont finalement inférieures au montant prévu, la subvention sera recalculée au prorata des dépenses réelles.

Dans tous les cas, un taux d'intervention de 20 % d'autofinancement sera laissé au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERSEMENT

La participation du Département sera versée en 2 parties :

- Un acompte de **200 000 €** sur présentation d'une situation d'état d'acompte de règlement, au minimum équivalente à 50 % du coût de l'estimation prévisionnelle.
- **Le solde** sur présentation du décompte final des travaux visé du Receveur ou sur présentation de la délibération de la Commission Permanente approuvant le décompte final de l'opération et, sur présentation des justificatifs des aides extérieures perçues.

Un RIB valide doit impérativement être transmis par la Communauté de Communes du Genevois avec la première demande de paiement. A chaque modification des coordonnées bancaires, un nouveau RIB doit être produit pour permettre le virement.

ARTICLE 8 – INFORMATION ET COMMUNICATION

Tout document ou opération de communication sur le projet (panneaux d'information sur le site, plaquettes, site Internet, inauguration...) fera mention du soutien du Département et fera apparaître le logo du Département de la Haute-Savoie, respectant la charte graphique du Département, ainsi que le montant de sa participation, et ceci à la charge du maître d'ouvrage.

Le bénéficiaire s'engage à :

- apposer le logo « Haute-Savoie, le Département » sur tous supports édités institutionnels, promotionnels (en particulier les espaces publicitaires dans la presse quotidienne et régionale ainsi que l'affichage), y compris les dossiers de presse et événementiels (web) et notamment à l'occasion des manifestations ;
- inviter Monsieur le Président du Conseil départemental à l'inauguration dont la date devra être convenue avec son cabinet ;
- valoriser le soutien du Département de la Haute-Savoie et évoquer ce partenariat lors des différents contacts avec la presse ;
- fournir copie des articles publiés faisant mention du soutien du Département de la Haute-Savoie.

La mise en place de supports spécifiques en fonction de la nature de la manifestation est à étudier au cas par cas avec le cabinet du Président.

En cas de non-respect de la clause "communication", le Département se réserve le droit de suspendre le versement de sa participation financière.

ARTICLE 9 – EMPLOI DE LA LANGUE FRANCAISE

Le bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions de la loi TOUBON du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française. Tout manquement à ce respect pourra entraîner la restitution totale ou partielle de la subvention par le bénéficiaire après avoir présenté ses observations.

ARTICLE 10 – SURVEILLANCE, ENTRETIEN, EXPLOITATION ET SECURITE

La CCG prendra en charge l'entretien et l'exploitation et sera responsable de la sécurité et de la surveillance de l'aménagement réalisé (cf. article 2).

ARTICLE 11 – ENTREE EN VIGUEUR - DUREE DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à la date de signature du dernier signataire et durera tant que les équipements resteront en service.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La résiliation peut intervenir sur l'initiative d'une des parties pour tous manquements aux clauses de la convention, sous réserve d'un préavis de six mois à dater du jour de l'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – LITIGES

Les litiges résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, à défaut d'accord amiable, seront portés devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait en 2 exemplaires originaux, le

**Le Président de la Communauté de
Communes du Genevois,**

Florent BENOIT

**Le Président du Conseil départemental
de la Haute-Savoie,**

Martial SADDIER